

Convention collective départementale

BÂTIMENT

IDCC : 2033. – **OUVRIERS**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)
(Isère)

(17 septembre 1998)

(Etendue par arrêté du 26 janvier 1999,
Journal officiel du 6 février 1999)

ACCORD DU 2 DÉCEMBRE 2013

RELATIF AUX INDEMNITÉS DE REPAS ET DE PETITS DÉPLACEMENTS

AU 1^{ER} JANVIER 2014

NOR : ASET1450177M

IDCC : 2033

Entre :

La FBTP de l'Isère ;

La CAPEB de l'Isère,

D'une part, et

Le syndicat construction et bois CFDT de l'Isère ;

L'USCBA CGT de l'Isère,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit à compter du 1^{er} janvier 2014 :

Article 1^{er}

Indemnité de repas de nuit

L'indemnité de repas de nuit, prévue à l'article 2.1.1 de la convention collective des ouvriers du bâtiment de l'Isère du 17 septembre 1998, est portée à 11,33 €.

Article 2

*Indemnités de petits déplacements prévues par l'article 2.4.1
de la convention collective des ouvriers du bâtiment de l'Isère du 17 septembre 1998*

L'indemnité de repas est portée à 9,47 €.

L'indemnité de frais de transport est fixée comme suit :

- zone 1A (0 à 5 km) : 0,97 € ;
- zone 1B (5 à 10 km) : 2,93 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 5,74 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 9,39 € ;

- zone 4 (30 à 40 km) : 13,01 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 16,40 €.

L'indemnité de trajet est fixée comme suit :

- zone 1A (0 à 5 km) : 0,60 € ;
- zone 1B (5 à 10 km) : 1,73 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 3,34 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 5,16 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 6,98 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 8,70 €.

Article 3

Force obligatoire du présent protocole

Les conventions ou accords d'entreprise ou d'établissement ne peuvent comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent protocole d'accord sauf dispositions plus favorables.

Article 4

Dépôt

Le présent accord sera déposé auprès de la direction générale du travail de Paris conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail.

Un exemplaire sera transmis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Grenoble.

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministère du travail.

Les partenaires sociaux en demandent l'application au plus tôt.

Fait à Grenoble, le 2 décembre 2013.

(Suivent les signatures.)